



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 février 2008
Français
Original : anglais

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité

I. Introduction

1. Le présent rapport est le sixième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité. Il renferme une évaluation exhaustive des mesures prises pour appliquer la résolution 1701 (2006) depuis la publication du dernier rapport du Secrétaire général sur la question, le 30 octobre 2007 (S/2007/641), et fait ressortir à la fois les progrès qui continuent d'être réalisés concernant l'application de la résolution et les domaines critiques qui continuent d'entraver la mise en place d'un cessez-le-feu permanent et d'une solution à long terme entre les deux parties.

2. Je suis heureux de pouvoir dire que les Gouvernements libanais et israélien se déclarent toujours fermement résolus à appliquer la résolution 1701 (2006). Seul un engagement durable des parties à l'égard de toutes les dispositions de la résolution, sans sélectivité, jettera les bases d'un cessez-le-feu permanent et d'une solution à long terme. La Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et les Forces armées libanaises ont continué de veiller à ce que la zone située entre la Ligne bleue et le Litani ne soit pas le théâtre d'hostilités et qu'aucun personnel armé, équipement militaire ou arme ne s'y trouve sans le consentement du Gouvernement libanais. La coopération s'est intensifiée entre la FINUL et les Forces armées au cours de la période considérée, comme en témoigne l'accroissement du nombre d'opérations menées de manière coordonnée en application des dispositions pertinentes de la résolution 1701 (2006). Cette coopération a beaucoup contribué au calme qui, de manière générale, continue de régner dans la zone d'opérations de la Force. J'estime néanmoins préoccupants un certain nombre d'incidents graves qui se sont produits au cours de la période considérée et ont fait monter la tension dans la zone.

3. Au cours de la période à l'examen, le Liban a continué d'être aux prises avec une crise politique intense, laquelle a nui au fonctionnement normal des institutions constitutionnelles légitimes. L'élection d'un nouveau président – le poste est vacant depuis le 24 novembre 2007 – est au centre de cette crise. L'impasse politique prolongée a suscité entre les parties en présence de violents affrontements qui ont fait un certain nombre de morts et de blessés. Les efforts se poursuivent pour dégager un accord entre les intervenants libanais et leurs homologues internationaux. En raison de la conjonction des intérêts régionaux et de la dynamique interne du Liban, ces efforts n'ont toutefois pas encore porté fruit.



4. Des assassinats ciblés continuent de se produire, attisant les tensions dans l'ensemble du pays. Sont désormais pris pour cibles la FINUL à l'extérieur de sa zone d'opérations, l'armée, les forces de sécurité et les diplomates. Le 12 décembre 2007, une explosion a entraîné la mort du général libanais François el Hajj et de son chauffeur. Le 25 janvier 2008, le capitaine Wissam Eid, des Forces de sécurité interne, a été tué au cours d'un attentat qui a fait cinq autres morts et 20 blessés. Le 15 janvier 2008, une attaque à la bombe a, semble-t-il, pris pour cible un véhicule de l'ambassade des États-Unis au Liban, faisant trois morts et des dizaines de blessés. Ces attentats constituent une menace grave à la sécurité et à la stabilité du Liban et compromettent sa souveraineté, son intégrité territoriale et son indépendance mêmes.

5. Comme indiqué plus haut, la situation qui a prévalu au Liban pendant la période considérée a considérablement compliqué l'action menée en vue de faire progresser encore l'application des principales dispositions de la résolution 1701 (2006).

II. Application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité

A. Respect de la Ligne bleue

6. Sur les plans des opérations militaires et de la sécurité, la situation dans la zone d'opérations de la FINUL est demeurée généralement stable depuis la publication de mon dernier rapport, le 30 octobre 2007 (S/2007/641). Les parties continuent de se déclarer fermement résolues à respecter le cessez-le-feu. Il s'est produit néanmoins au cours de la période considérée un certain nombre d'incidents graves qui ont exacerbé la tension dans la zone des opérations, particulièrement aux environs de points chauds connus le long de la Ligne bleue. Ces incidents constituent des violations de la résolution 1701 (2006) et compromettent l'efficacité des mesures prises par la FINUL pour instaurer la confiance entre les parties et au sein de la population du Sud-Liban.

7. Le 8 janvier 2008, les Forces de défense israéliennes ont informé la FINUL que deux roquettes avaient touché la ville de Shelomi dans le nord d'Israël et causé des dommages mineurs à la route principale et à une maison, sans toutefois faire de blessés. Les Forces de défense israéliennes, les Forces armées libanaises et la FINUL n'ont pas détecté ni le tir ni l'impact de ces roquettes, et il n'y a pas eu d'explosion. Malgré de nombreuses recherches menées conjointement par les Forces de défense israéliennes et les Forces armées libanaises, aucune trace d'un site de lancement n'a été retrouvée. À ce jour, personne n'a revendiqué l'attentat. Les Forces de défense israéliennes soutiennent que les roquettes ont été lancées depuis le territoire libanais de l'autre côté de la Ligne bleue. Les Forces armées libanaises affirment qu'aucune roquette n'a été lancée depuis le territoire libanais. La FINUL enquête sur l'incident en étroite collaboration avec les Forces de défense israéliennes et les Forces armées libanaises et continue de s'efforcer de vérifier tous les faits. Un rapport d'enquête préliminaire a été remis aux parties le 11 janvier 2008. Si ces roquettes ont effectivement été lancées depuis le territoire libanais, ce qui semble probable, l'incident constituerait une violation grave de la résolution 1701 (2006) ainsi qu'une contravention à l'accord de cessez-le-feu.

8. L'enquête des Forces armées libanaises sur l'attentat à la roquette perpétré contre Israël le 17 juin 2007 (voir S/2007/392) se poursuit. Il n'y a rien de nouveau à

signaler pour l'instant. Je demande instamment aux autorités libanaises de ne ménager aucun effort pour trouver les auteurs de cet attentat et les traduire en justice.

9. À deux occasions distinctes, le 9 novembre 2007 et le 3 février 2008, des civils libanais ont participé à des activités criminelles visant à faire passer en contrebande des substances illicites et des biens commerciaux du Liban vers Israël. Les deux incidents se sont produits aux alentours du village de Ghajar. Le 9 novembre 2007, deux individus ont été repérés par les Forces de défense israéliennes après qu'ils eurent franchi la Ligne bleue. L'armée israélienne a ouvert le feu, les a blessés, puis les a appréhendés au sud de la Ligne bleue. Ces individus sont toujours entre les mains des autorités israéliennes. Un autre suspect est par ailleurs détenu par les Forces armées libanaises, ainsi qu'un de ses complices présumés. La FINUL a achevé son enquête sur l'incident et présenté ses constats et ses conclusions aux parties.

10. Le 3 février 2008, une patrouille des Forces de défense israéliennes a ouvert le feu sur deux civils libanais soupçonnés de s'adonner à la contrebande qui avaient pénétré dans la zone occupée par Israël autour du village de Ghajar, au nord de la Ligne bleue, et les a blessés. L'un d'eux est mort des suites de ses blessures et la FINUL a été informée que l'autre était détenu par les Forces armées libanaises. Elle poursuit son enquête pour vérifier les faits. Cet incident montre bien qu'il est urgent que les Forces de défense israéliennes se retirent complètement de la partie nord du village de Ghajar et des environs, conformément aux dispositions de la résolution 1701 (2006).

11. Les deux incidents survenus près de Ghajar soulignent l'importance vitale des arrangements en matière de liaison et de coordination convenus entre la FINUL et les deux parties; ils font ressortir, en particulier, qu'il importe d'échanger rapidement des informations pour réprimer les activités illicites – telle la contrebande de part et d'autre de la Ligne bleue – avant que ces situations ne s'enveniment.

12. Au cours de la période considérée, on a enregistré trois incidents distincts au cours desquels des soldats des Forces de défense israéliennes ont mis en joue des patrouilles de la FINUL, dont une fois avec des lasers infrarouges. La FINUL continue d'enquêter sur un incident survenu le 13 février 2008, au cours duquel un panneau signalant un champ de mines situé à proximité d'une équipe de déminage des Nations Unies opérant près de la Ligne bleue a été touché par un tir d'armes légères provenant du camp israélien. L'armée israélienne a fait savoir à la FINUL qu'elle menait sa propre enquête pour déterminer l'origine de ce tir et les circonstances de l'incident. Le 24 février 2008, une patrouille motorisée de la FINUL a été retenue pendant quelques heures par un groupe de civils libanais dans la zone d'opérations. Je tiens à répéter qu'il incombe aux parties de garantir la sûreté, la sécurité et la liberté de circulation de la FINUL et d'apporter leur pleine coopération à l'application de la résolution 1701 (2006).

13. À deux reprises, le 7 janvier 2008 dans la zone des fermes de Chebaa et le 18 janvier 2008 aux environs de Ghajar, respectivement, les Forces de défense israéliennes ont appréhendé un berger libanais qui traversait la Ligne bleue. Dans le premier cas, le berger a été libéré au bout de quelques heures par l'entremise de la FINUL, qui l'a ensuite remis aux autorités libanaises. Sur la foi des déclarations du berger, les Forces armées libanaises ont par la suite signalé à la FINUL qu'il avait été appréhendé par les Forces de défense israéliennes au nord de la Ligne bleue. Elles l'ont priée d'enquêter sur l'incident. Compte tenu des témoignages contradictoires des parties et faute d'informations supplémentaires, la FINUL n'a

toutefois pas été en mesure de déterminer exactement l'endroit où s'était produit l'incident. Concernant le deuxième incident, elle a pu confirmer, après enquête, qu'un berger avait bien franchi la Ligne bleue.

14. Au sujet de tous ces incidents, j'engage les parties à coopérer pleinement avec l'enquête de la FINUL et à fournir toutes les informations et preuves pertinentes en temps voulu afin que les faits puissent être établis rapidement, ce qui contribuera à réduire les tensions sur le terrain et à prévenir semblables incidents à l'avenir.

15. La FINUL a également fait état d'un certain nombre d'autres violations mineures par des bergers libanais du secteur. Comme indiqué dans mon dernier rapport, de telles infractions, qui peuvent dans certains cas être commises par inadvertance, risquent de donner lieu à des incidents regrettables et à une exacerbation involontaire des tensions le long de la Ligne bleue.

16. J'ai souligné précédemment qu'il importait de marquer la Ligne bleue de façon visible pour réduire le nombre d'infractions commises au sol par inadvertance et pour renforcer la confiance. J'ai également indiqué que la FINUL avait lancé, avec les Forces armées libanaises et les Forces de défense israéliennes, un projet expérimental consistant à aborner de manière visible la Ligne bleue sur un tronçon de 6 kilomètres dans le secteur ouest de la zone d'opérations. Deux barils ont été posés et les parties sont convenues de l'emplacement de huit autres. Il importe de faire fond sur cette dynamique. J'engage les Forces armées libanaises et les Forces de défense israéliennes à continuer de se concentrer sur une approche pragmatique et constructive pour surmonter tous les obstacles à la démarcation visible de la Ligne bleue, telle que tracée en l'an 2000 par les Nations Unies. Les enseignements tirés du projet expérimental permettront à terme de mettre la dernière main au document de travail sur les procédures techniques de démarcation de l'ensemble de la Ligne bleue.

17. Tout au long de la période considérée, la FINUL a fait état d'un nombre important de violations quasi quotidiennes de l'espace aérien libanais par des aéronefs et des engins sans pilote israéliens. Ces violations aériennes au-dessus du territoire et des eaux territoriales du Liban auraient été particulièrement nombreuses les 7 et 11 février 2008, impliquant un grand nombre d'avions de chasse et d'engins sans pilote. Certains de ces aéronefs volaient à basse altitude, notamment au-dessus de l'état-major de la FINUL à Naqoura. De plus, certains de ces avions de chasse étaient en formation tactique et se sont livrés à des duels aériens et autres manœuvres de formation et, à deux occasions, ont eu recours à des contre-mesures électroniques. Le 17 février 2008, la FINUL a constaté 36 infractions aériennes, principalement du fait d'engins sans pilote. Tous les survols du territoire libanais par Israël constituent une violation de la souveraineté libanaise et de la résolution 1701 (2006). De plus, ces violations aériennes ont par définition pour effet d'exacerber les tensions et multiplient les risques d'incident de sécurité, comme on a pu le constater le 1^{er} novembre 2007 et le 21 janvier 2008 lorsque les Forces armées libanaises ont ouvert le feu sur des aéronefs israéliens qui violaient l'espace aérien libanais. Elles risquent d'inquiéter inutilement les populations locales, particulièrement lorsque ces survols se font à faible altitude et de manière provocante. De plus, en compromettant la crédibilité des Nations Unies ainsi que celle des autorités libanaises, elles diminuent la capacité de la FINUL d'intervenir de manière efficace pour stabiliser la situation.

18. J'ai continué de manifester mon inquiétude et d'appeler Israël à mettre fin à toutes les violations aériennes. Mes représentants sur le terrain ont fait de même. Le Gouvernement libanais continue de protester contre ces survols qu'il considère comme des violations graves de la souveraineté libanaise et de la résolution 1701 (2006). Le Gouvernement israélien maintient qu'ils constituent une mesure de sécurité indispensable et se poursuivront jusqu'à la libération de ses deux soldats enlevés et tant que les mesures énoncées aux paragraphes 14 et 15 de la résolution 1701 (2006) n'auront pas été pleinement appliquées.

B. Dispositions en matière de sécurité et de liaison

19. Le commandant de la FINUL continue à tenir régulièrement avec des représentants de rang élevé des Forces armées libanaises et des Forces de défense israéliennes des réunions tripartites qui constituent un moyen essentiel d'instaurer la confiance entre les parties. Les deux camps continuent à faire preuve d'un ferme attachement à ce dialogue, qui vise à traiter de questions essentielles en matière de sécurité et d'opérations militaires, à prévenir les incidents et les violations et à améliorer la liaison et la coordination. Ce mécanisme tripartite aborde un nombre croissant de questions, notamment les constats et les conclusions des enquêtes de la FINUL sur les incidents qui se produisent. Comme je l'ai souligné dans mon dernier rapport, en raison de la diversité et de la complexité des questions abordées, le consensus ne se dégage parfois que lentement et graduellement.

20. En dépit d'efforts intensifs, l'impasse au sujet des arrangements temporaires en matière de sécurité pour la partie nord du village de Ghajar se poursuit. Le fait que les Forces de défense israéliennes continuent de contrôler la partie du village au nord de la Ligne bleue et une petite zone adjacente en territoire libanais est source de tension et pourrait donner lieu à des incidents. Les Forces de défense israéliennes ne maintiennent pas de positions permanentes dans cette zone, mais elles ont intensifié leur présence et leurs activités au cours de la période considérée. Comme je l'ai dit dans des rapports précédents, tant que les Forces de défense israéliennes demeureront dans le nord de Ghajar, le retrait d'Israël du Sud-Liban ne sera pas complet, aux termes des obligations énoncées dans la résolution 1701 (2006). Suite à des consultations bilatérales approfondies, le commandant de la FINUL a proposé aux parties en présence de nouvelles idées sur la manière de sortir de l'impasse et de faciliter le retrait des Forces de défense israéliennes de la zone. J'engage vivement les parties à adopter une attitude constructive afin que cette question essentielle et sensible puisse être résolue le plus rapidement possible. À cet égard, j'ai pris note de la plus récente proposition du Gouvernement libanais.

21. Dans les faits, la zone d'opérations est contrôlée conjointement par la FINUL et par des contingents des Forces armées libanaises. La Force maintient 61 positions permanentes, 136 postes d'observation et 6 postes de contrôle et d'observation temporaires. Elle continue en outre de mener en moyenne, jour et nuit, 400 patrouilles motorisées, pédestres et aériennes par période de 24 heures, partout dans la zone d'opérations, dans les secteurs tant ruraux qu'urbains. Les Forces armées libanaises continuent d'être déployées dans la zone d'opérations : elles y ont quatre brigades de tailles différentes et y maintiennent actuellement plus d'une centaine de postes de contrôle et d'observation; elles effectuent des patrouilles dans des zones sensibles au sud du Litani. En maintenant cet engagement de ressources important, elles contribuent à améliorer la paix et la stabilité dans le Sud-Liban, bien qu'elles

soient excessivement sollicitées en raison des autres responsabilités qui leur incombent, notamment la surveillance des zones frontalières et la prestation de services de sécurité dans les principales villes du Liban, dont Beyrouth. Il leur est arrivé de devoir redéployer temporairement ailleurs des contingents de la zone d'opérations de la FINUL pour répondre à de telles exigences ponctuelles en matière de sécurité, mais sans que cela ait eu d'incidences notables sur leurs opérations.

22. La FINUL et les Forces armées libanaises ont intensifié leur coordination et leurs activités de liaison au cours de la période considérée de façon qu'il ne se trouve pas de personnel armé, d'équipement militaire ou d'arme non autorisé dans le secteur situé entre la Ligne bleue et le Litani. Depuis mon dernier rapport, les opérations coordonnées sont devenues plus nombreuses et plus complexes, ce qui a permis un suivi et un contrôle accrus dans la zone d'opérations de la FINUL. Chaque jour, celle-ci et les Forces armées libanaises effectuent en coordination six patrouilles motorisées et trois patrouilles à pied, et maintiennent en outre un poste de contrôle commun dans diverses parties de la zone d'opérations. La FINUL maintient également des postes de contrôle communs avec les Forces armées libanaises à deux points d'accès d'une importance critique dans la zone d'opérations, le long du Litani, comme je l'ai indiqué dans mon dernier rapport. À l'époque, ces deux postes ne fonctionnaient pas de manière continue; celui du secteur est fonctionne toutefois maintenant en permanence, et celui qui est situé dans le secteur ouest près du pont de Qassmiyeh, sur la route côtière, fonctionnera bientôt en continu.

23. Suite aux tirs de roquettes du 8 janvier 2008, la FINUL et les Forces armées libanaises ont redoublé d'efforts pour faire en sorte que le secteur au sud du Litani ne soit le théâtre d'aucun type d'activité hostile, en décidant de mener quatre opérations anti-roquettes quotidiennes. Ces opérations font appel à des patrouilles motorisées et pédestres coordonnées, à des postes d'observation et à des postes de contrôle temporaires dans les secteurs à partir desquels des roquettes pourraient être lancées. Elles prévoient également le contrôle des véhicules et des personnes qui circulent dans la zone, surtout durant la nuit.

24. Grâce aux opérations coordonnées entreprises par la FINUL et les Forces armées libanaises au cours de la période considérée, on a découvert 96 armes, munitions et engins explosifs abandonnés, dont 2 lance-roquettes, 14 roquettes de 120 mm, 76 obus de mortier, 7 engins explosifs improvisés camouflés en rochers et 7 obus de 155 mm dans une cour, en plus de 21 grottes ou abris fortifiés. Aucun indice ne donnait à penser que ces installations avaient été utilisées récemment. Les Forces armées libanaises continuent de détruire ou de confisquer toutes les armes et toutes les munitions trouvées au sud du Litani.

25. Conformément à la résolution 1701 (2006), la FINUL et les Forces armées libanaises s'emploient à faire en sorte que ne se trouve dans le secteur situé au sud du Litani aucun équipement militaire ou armes non autorisé. On a signalé récemment la présence d'un nombre croissant de civils armés – chasseurs et bergers – dans la zone d'opérations proche de la Ligne bleue.

26. Israël soutient que le Hezbollah s'emploie à reconstituer de manière appréciable sa présence et sa capacité militaires à l'intérieur de la zone d'opérations de la FINUL. Ses Forces de défense indiquent parfois à cette dernière les secteurs où se dérouleraient de telles activités. En pareil cas, si les informations reçues sont suffisamment précises, la FINUL mène immédiatement une enquête en collaboration

avec les Forces armées libanaises. À ce jour, aucun élément de preuve n'est venu confirmer la mise en place d'une nouvelle infrastructure militaire dans la zone d'opérations. Israël affirme également que le Hezbollah a modifié son mode opératoire de manière à dissimuler ses activités à la FINUL et aux Forces armées libanaises, et les a transférées principalement en zone urbaine. La FINUL a constaté que ses propres opérations sont parfois surveillées de près par des civils non armés. Elle varie toutefois constamment ses modes de patrouille pour maintenir une efficacité maximale.

27. Comme je l'ai dit dans mon rapport précédent, veiller à ce qu'aucun personnel armé, équipement militaire ou arme non autorisé par le Gouvernement ne se trouve dans le secteur situé au sud du Litani est une entreprise de longue haleine. Les tirs de roquettes et les attentats contre la FINUL, dont il a été fait état ci-dessus et dans de précédents rapports (S/2007/392 et S/2007/641), indiquent que des éléments hostiles et des armes non autorisées sont encore présents, notamment dans la zone d'opérations, entravant les efforts communs visant à appliquer la résolution 1701 (2006), constituant une menace directe à la paix et la sécurité. Il faut donc que la FINUL et les Forces armées libanaises intensifient encore leur action coordonnée, notamment en multipliant les contrôles le long du Litani, pour empêcher toute circulation d'armes et prévenir les hostilités dans la zone d'opérations.

28. Cependant, en raison des exigences contradictoires avec lesquelles elles doivent composer, notamment en ce qui concerne la sécurité interne dans d'autres régions du pays, et compte tenu de la modicité de leurs ressources, les Forces armées libanaises se trouvent soumises à des pressions croissantes. Je redoute que, de ce fait, elles ne puissent soutenir le rythme de leurs opérations dans le Sud-Liban à plus long terme, ce qui poserait de nouveaux défis pour la FINUL et compliquerait l'application de la résolution 1701 (2006).

29. Je répète que le soutien de la communauté internationale est essentiel pour aider les Forces armées libanaises à se doter du matériel et des moyens dont elles ont besoin pour pouvoir tôt ou tard assumer avec efficacité la responsabilité de la sécurité dans l'actuelle zone d'opérations de la FINUL. L'armée demeure une composante importante de la viabilité à long terme des arrangements envisagés dans la résolution 1701 (2006). Même si ses capacités opérationnelles continuent d'être renforcées au moyen de manœuvres conjointes et d'activités coordonnées avec la FINUL, il est urgent que la communauté internationale l'appuie davantage en lui fournissant équipement et matériel. Je suis reconnaissant aux États Membres qui lui ont prêté assistance essentiellement en lui livrant des véhicules militaires. Les forces armées libanaises ont un besoin vital d'équipements et matériels militaires supplémentaires pour renforcer leurs moyens logistiques et opérationnels.

30. Le Groupe d'intervention navale de la FINUL a continué de mener des opérations d'interdiction maritime le long de la côte libanaise pour empêcher l'entrée au Liban d'armes et de matériels connexes non autorisés. Depuis qu'il est devenu opérationnel à la mi-octobre 2006, plus de 12 500 navires ont été interpellés et leurs équipages interrogés; près de 70 vaisseaux jugés suspects ont fait l'objet d'inspections avant d'obtenir l'agrément des autorités maritimes ou des douanes libanaises. Le 29 janvier 2008, en réponse à un signal de détresse émis par un vaisseau libanais se trouvant à environ 80 kilomètres au sud du port de Beyrouth, le Groupe d'intervention a amorcé une opération de recherche et de sauvetage, avec l'aide d'un navire militaire français qui se trouvait dans le secteur. Tous les membres

de l'équipage ont été sauvés. La coopération entre le Groupe d'intervention et la marine libanaise s'est encore resserrée et elle a gagné en efficacité. Des agents de liaison de la marine libanaise sont toujours présents à bord des navires responsables des opérations d'interdiction ainsi qu'à l'état-major de la FINUL.

31. Les forces navales de la FINUL et des Forces armées libanaises ont poursuivi leur programme d'entraînement commun au cours de la période considérée. Des progrès ont été réalisés sur les plans opérationnel et tactique, l'accent étant mis sur l'intégration des moyens du réseau de radars côtiers et de ceux de la marine libanaise. La mise en place du réseau de radars côtiers et du matériel de communication connexe est presque terminée et, une fois achevée la formation qui s'impose, le centre d'opérations navales à Beyrouth pourra à tout moment brosser en continu un tableau complet de la situation maritime générale dans les eaux territoriales libanaises. Ces moyens améliorés permettront à la marine libanaise, avec le temps, d'assumer des responsabilités et des tâches qui relèvent actuellement du Groupe d'intervention mais, à moyen et à long terme, l'apport continu d'un soutien matériel et technique demeurera essentiel.

32. La coordination d'ensemble des activités de la FINUL et de celles des Forces de défense israéliennes a été bonne, et la FINUL maintient un bureau de liaison doté de deux agents à l'état-major du secteur Nord des Forces de défense israéliennes, à Zefat. Je suis heureux de pouvoir dire que les pourparlers concernant la création de bureaux de la FINUL à Tel-Aviv sont en bonne voie et que ces bureaux devraient devenir opérationnels au cours de la prochaine période.

33. Dans l'ensemble, l'attitude de la population du Sud-Liban à l'égard de la FINUL est demeurée favorable tout au long de la période considérée. La Force continue d'entretenir des relations étroites avec les collectivités locales et apporte une assistance humanitaire sous forme de services médicaux et dentaires, d'aide vétérinaire, d'un appui technique limité et de services de repérage et d'élimination d'engins non explosés. La FINUL s'est dotée d'une stratégie de communication de proximité pour faire en sorte que son mandat soit bien compris par la population locale et répondre le mieux possible aux préoccupations de celle-ci. Dans le cadre de cette démarche, des membres du personnel militaire et civil entretiennent des contacts réguliers avec les autorités et les personnalités des collectivités locales, et font appel aux moyens d'information de la mission (publicités télévisées, documentaires, expositions de photos et magazine bimensuel). De plus, les composantes « coopération civile et militaire » et « affaires civiles » de la FINUL exécutent, au profit des collectivités locales, des projets à effet rapide financés à l'aide du budget de la mission et par les pays qui fournissent des contingents. Les projets de ce type demeurent essentiels pour renforcer la confiance des populations locales et obtenir leur appui. Il est indispensable que la FINUL entretienne de bonnes relations avec la population locale pour faire appliquer la résolution 1701 (2006).

C. Désarmement des groupes armés

34. D'après le Gouvernement israélien, le Hezbollah a continué de construire de nouvelles installations et de s'entraîner au nord du Litani et dans la vallée de la Bekaa, où le Gouvernement libanais est seul chargé de la sécurité. Le Hezbollah n'a pas contesté les allégations relatives à la construction d'installations militaires au

nord du Litani et a annoncé publiquement qu'il utiliserait son arsenal contre Israël en cas de provocation.

35. Le Gouvernement israélien affirme que le Hezbollah a adapté ses armes et ses tactiques de façon à prendre en compte la présence de la FINUL au sud du Litani et que ses installations sont situées de manière à permettre à ses forces militaires d'atteindre Israël par des tirs de roquettes. Outre les informations fournies dans des rapports précédents, le Gouvernement israélien affirme que l'arsenal du Hezbollah comprend environ 10 000 roquettes de longue portée et 20 000 roquettes de courte portée, déployées tant au nord qu'au sud du Litani. Le Hezbollah réfute toute allégation relative à un transfert d'armes dans la région au sud du Litani et affirme qu'il continue de respecter les dispositions de la résolution 1701 (2006) à cet égard.

36. Les rapports relatifs au réarmement du Hezbollah sont très préoccupants car un tel réarmement compromettrait gravement la souveraineté, la stabilité et l'indépendance du Liban ainsi que sur l'application de la résolution 1701 (2006).

37. J'avais souligné dans mon rapport précédent la menace que font peser les groupes armés non libanais sur la stabilité et la souveraineté du Liban. Je m'étendrai plus en détail sur la question dans mon prochain rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la résolution 1559 (2004).

38. Compte tenu de la disposition du paragraphe 10 de la résolution 1701 (2006) relative au désarmement, je continue de penser que le désarmement du Hezbollah et des autres milices devrait être mené dans le cadre d'un processus politique dirigé par les Libanais qui conduirait au rétablissement intégral de l'autorité du Gouvernement libanais sur la totalité de son territoire, en sorte qu'il n'y ait plus dans le pays d'armes ou d'autorité autres que les siennes. Si le désarmement des groupes armés reste un élément essentiel du débat politique au Liban, j'ai le regret de constater que la détérioration constante du climat politique et le prolongement de l'impasse n'ont pas été propices aux efforts visant à résoudre effectivement le problème à l'échelon national.

D. Embargo sur les armes

39. Dans mon dernier rapport au Conseil sur l'application de la résolution 1701 (2006), j'ai appelé l'attention sur les violations supposées de l'embargo sur les armes à la frontière libano-syrienne et le transfert présumé d'armements modernes de la République islamique d'Iran et de la République arabe syrienne à travers cette frontière. Dans sa lettre datée du 10 décembre 2007 (S/2007/724), la Syrie réfute ces affirmations et maintient que les allégations faisant état de contrebande d'armes à travers la frontière syro-libanaise sont dues à des considérations d'ordre politique plutôt que sécuritaire. Cependant, comme l'ont admis ses chefs à maintes occasions, le Hezbollah a reconstitué sa capacité militaire après la guerre de 2006 avec Israël. Je redoute donc que cette frontière ne reste vulnérable à ces violations, ce qui porterait gravement atteinte à la résolution et représenterait une menace considérable à la stabilité et la sécurité du Liban.

40. Les Forces armées libanaises continuent de se déployer le long de cette frontière et de la surveiller, en vue de prévenir de telles violations. Cette présence a cependant été quelque peu réduite sur le plan opérationnel, les Forces se trouvant de plus en plus souvent appelées à résoudre divers problèmes de sécurité dans d'autres

régions du pays. Mais cet état de choses s'est trouvé en partie compensé par le déploiement de contingents supplémentaires venus des Forces de sécurité intérieure.

41. Le maintien de positions lourdement armées le long de la même frontière par le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement Général et par Fatah-Intifada constituent une autre source de préoccupation constante. Il remet directement et constamment en cause la souveraineté de l'État libanais, dans la mesure où il permet aux deux groupes de contrôler de facto une section de la frontière libanaise avec la République arabe syrienne. Les Forces armées libanaises continuent de maintenir une ligne défensive autour de ces deux camps militaires.

42. Le Gouvernement libanais a poursuivi ses efforts visant à renforcer sa capacité de sécuriser les frontières du pays. Dans mon dernier rapport au Conseil, j'avais fait état des premiers progrès obtenus par le Gouvernement libanais avec l'aide de la communauté internationale, dans l'application de certaines des recommandations de l'Équipe indépendante d'évaluation de la frontière libanaise. Je suis heureux de constater que, depuis mon dernier rapport, des progrès ont été réalisés dans l'application de certaines des principales recommandations de l'Équipe grâce à l'actuel renforcement des capacités libanaises de surveillance des frontières dans le cadre du projet expérimental dirigé par l'Allemagne dans le nord du Liban.

43. La force commune de police des frontières, qui réunit des éléments venant de quatre des principaux organismes de sécurité au Liban en vue de ce projet expérimental, a commencé ses opérations sur le terrain au cours de la période allant de décembre 2007 à janvier 2008. Sa zone d'opérations s'étend sur quelque 130 kilomètres le long de la frontière septentrionale du Liban avec la République arabe syrienne sur une profondeur d'une vingtaine de kilomètres à l'intérieur du territoire libanais. La force, qui est dirigée par un général des Forces armées libanaises, comprend trois équipes dont chacune est chargée d'un secteur précis de la zone d'opérations. Chaque équipe comprend environ 130 soldats de l'armée libanaise, 50 membres des Forces de sécurité intérieure, 10 membres de la Sûreté générale et 10 agents des douanes. Ces équipes surveillent les zones qui relèvent de leur responsabilité grâce à des patrouilles mobiles et à un nombre de postes d'observation fixes. Les opérations sur le terrain sont coordonnées depuis le centre d'opérations commun, récemment établi à Tripoli, siège du commandement de l'armée libanaise au Nord-Liban. Si la force a signalé des incidents de contrebande, ces cas sont mineurs et concernent uniquement le carburant pour diesel et autre matériel non létal. À ce jour, elle n'a découvert aucun cas de contrebande d'armes dans sa zone d'opérations.

44. Les autorités libanaises ont également pris les premières mesures visant à déplacer le principal point de passage d'Aboudiyé à la frontière nord, de son emplacement actuel, à un kilomètre au sud de la frontière jusqu'à la rive du Nahr al-Kabir, lequel délimite la frontière. Grâce à cette mesure, il sera plus difficile d'emprunter des routes de diversion et de mener des activités transfrontières illicites. J'ai également le plaisir de constater que les autorités douanières ont beaucoup fait pour moderniser et informatiser leurs mécanismes de vérification et de contrôle, avec le concours de la communauté internationale.

45. Tout au long de la période à l'examen, les donateurs internationaux ont continué de mettre à disposition compétences techniques et matériel en vue du renforcement de la capacité du Liban dans le domaine de la surveillance des frontières. Un aspect principal du renforcement de cette capacité a été le programme

de formation extensive offert à tous les membres de la Force frontalière libanaise commune, forte d'environ 800 hommes.

46. Malgré ces premiers progrès, les efforts du Liban visant à renforcer la sécurité aux frontières restent préliminaires et il reste encore beaucoup à faire. Bien que la Force frontalière commune ait commencé ses opérations sur le terrain, elle doit renforcer davantage son commandement, son contrôle, sa mobilité, ses communications et ses procédures, pour devenir totalement opérationnelle. Une des principales difficultés à cet égard sera de veiller à l'intégration continue des quatre entités qui la constituent. Les autorités libanaises devront par conséquent déployer des efforts constants pour veiller à normaliser davantage ses procédures et ses opérations dans le cadre du projet expérimental. L'installation et le réaménagement de certaines infrastructures physiques sont également en cours et seront nécessaires pour permettre à un certain nombre de postes d'observation et de rassemblement de la force dans l'ensemble du secteur dont elle a la charge de devenir pleinement opérationnels. Il est également fondamental de fournir de toute urgence aux autorités libanaises le reste du matériel technique et de télécommunications dont elles ont besoin pour accroître encore la capacité opérationnelle et l'efficacité de la force. J'estime que le moment est venu de faire fond sur les premières réalisations importantes du projet, de les élargir et de renforcer davantage la capacité de la force commune de police des frontières.

47. Bien que la surveillance des frontières se soit améliorée sous certains aspects, je crains que la persistance de la crise politique et la détérioration de la situation en matière de sécurité n'exercent de nouvelles pressions sur les forces de sécurité et ne nuisent à ces efforts. Certains éléments fondamentaux des recommandations de l'Équipe indépendante d'évaluation de la frontière libanaise, essentiels au renforcement des arrangements en matière de sécurité le long de la frontière, sont restés lettre morte. Conformément à la demande du Conseil de sécurité figurant dans la déclaration présidentielle du 3 août 2007 (S/PRST/2007/19) et aux fins de procéder à une évaluation rigoureuse de l'application des recommandations de l'Équipe et d'informer le Conseil, je prévois, au cours de la période sur laquelle portera mon prochain rapport, d'envoyer au Liban une équipe qui sera chargée d'analyser la situation. Cette visite sera organisée en coordination avec le Gouvernement libanais.

48. Un autre élément important à prendre en compte dans le cadre du renforcement des contrôles le long de la frontière est la nécessité d'accélérer le développement socioéconomique des régions frontalières du Liban, afin d'offrir à leurs habitants des débouchés économiquement viables qui les dissuadent de se livrer à la contrebande et au commerce transfrontière illicite. Je demande à la communauté internationale d'appuyer les efforts du Gouvernement libanais visant à étendre et à renforcer ce type d'activités de développement.

49. La République arabe syrienne a réaffirmé avoir doublé le nombre des gardes frontière du côté syrien, comme je l'ai noté pour la première fois dans mon rapport du 14 mars 2007 (S/2007/147). Elle a également fait observer qu'elle avait demandé du matériel technique qui l'aiderait à surveiller ses frontières et à former le personnel syrien à effectuer ces tâches mais n'avait pas obtenu de réponse définitive à cet égard. Elle a fourni en outre des informations concernant 17 rencontres organisées entre des responsables syriens et libanais du 6 décembre 2005 au 29 août 2007 sur des questions d'ordre pratique, liées à la contrebande, aux douanes et à

l'accès des fermiers à leurs terres, de part et d'autre de la frontière. Cela étant, pour les raisons indiquées au paragraphe 41 ci-dessus, j'appelle de nouveau la République arabe syrienne à apporter son aide et à coopérer à la mise en place d'un processus bilatéral avec le Gouvernement libanais en vue de la surveillance de la frontière entre les deux pays, objectif qui présente des avantages pour l'une et l'autre des parties.

E. Mines terrestres et bombes grappes

50. Depuis la fin du conflit de 2006, le Centre de coordination de la lutte antimines des Nations Unies dans le Sud du Liban a coordonné le déminage et le nettoyage de 33 millions de mètres carrés de terres contaminées, soit 44 % de la surface et 25 % du sous-sol, grâce à un effort conjoint associant les Forces armées libanaises, la FINUL et l'ONU et des organisations de déminage financées bilatéralement. En tout, 140 362 bombes grappes ont été repérées et détruites. Lorsque l'opération a été planifiée, après la guerre, on estimait à 32 millions de mètres carrés la superficie de la zone à couvrir, aujourd'hui revue à la hausse puisque évaluée à 38,7 millions de mètres carrés. Au cours de la période à l'examen, le Centre de coordination de la lutte antimines des Nations Unies dans le Sud du Liban a recensé 12 lieux d'impact de bombes grappes supplémentaires portant le total à 963 à ce jour.

51. Les munitions non explosées et notamment les bombes grappes continuent de tuer et de mutiler des civils dans le sud du Liban, faisant deux victimes civiles en moyenne par mois. Depuis la fin du conflit de 2006 à la date d'aujourd'hui, les munitions non explosées et les bombes grappes ont fait 27 morts et 209 blessés parmi les civils, à quoi il faut ajouter les 14 morts (dont un Casque bleu de la FINUL) et les 34 blessés qui ont fait les opérations de déminage.

F. Soldats enlevés et prisonniers

52. J'ai le regret de rapporter l'absence de progrès sur les aspects humanitaires de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, notamment sur la question des soldats israéliens enlevés et des prisonniers libanais. Le Hezbollah refuse à ce jour de fournir quelque information que ce soit sur la libération ou le sort des soldats enlevés, Udi Goldwasser et Eldad Regev, et pose des conditions et des exigences qui dépassent largement la portée de la résolution 1701 (2006).

53. Le durcissement du discours, ces derniers mois, et les récents événements n'ont pas été propices à une reprise des négociations. Les remarques faites publiquement par le Secrétaire général du Hezbollah à propos des cendres des soldats israéliens au Liban au cours de la guerre de 2006 n'ont pas aidé non plus à faire prévaloir la solution humanitaire souhaitée.

G. Délimitation des frontières

54. En application du paragraphe 10 de la résolution 1701 (2006) sur la délimitation des frontières entre le Liban et la Syrie, j'ai continué de demander aux Gouvernements des deux pays de se mettre d'accord sur leur frontière commune.

Le Gouvernement libanais continue de se dire prêt à aller de l'avant sur la question de la délimitation de la frontière. Le Gouvernement syrien affirme que la question de la démarcation de la frontière syro-libanaise est une affaire d'ordre bilatéral qui touche à la souveraineté des États et doit être réglée par les deux Gouvernements syrien et libanais. Dans sa lettre datée du 10 décembre 2007 (S/2007/724), la République arabe syrienne a réaffirmé qu'elle était prête « à commencer la démarcation de la frontière syro-libanaise en commençant au nord pour des raisons pratiques, à savoir que la partie méridionale de cette frontière commune [était] occupée par Israël ». Je prie incessamment les deux gouvernements d'adopter sans plus tarder des mesures concrètes afin d'atteindre cet objectif, conformément aux résolutions 1701 (2006) et 1680 (2006).

55. La reprise des travaux de la commission frontalière libano-syrienne, que le Président Assad avait suggérée lorsque nous nous sommes rencontrés à Damas le 24 avril 2007, serait un pas dans la bonne direction. Les affirmations officielles syriennes relatives aux rencontres entre représentants des autorités syriennes et libanaises compétentes en matière de contrôle des frontières et les informations fournies sur les 17 réunions qui se sont tenues à date ne sauraient se substituer à la relance des travaux de la commission frontalière libano-syrienne, étant donné que ces rencontres ont porté sur des questions, non pas de délimitation des frontières, mais de contrebande et de douane. Je demande de nouveau aux Gouvernements syrien et libanais d'adopter de toute urgence des mesures dans le respect du droit international, aux fins de parvenir à un accord sur leur frontière commune.

56. Dans mon rapport précédent sur l'application de la résolution 1701 (2006), j'ai donné une définition provisoire de la zone des fermes de Chebaa, sur la base des meilleures informations dont nous disposions. La République arabe syrienne n'a pas encore fourni, comme je lui avais officiellement demandé, dans une lettre datée du 3 octobre 2007, certains documents qui aideraient à établir précisément les coordonnées géographiques de la ligne en question. En outre, je n'ai pas obtenu de réaction officielle à la définition provisoire du cartographe de la part des Gouvernements libanais, syrien et israélien. Je les encourage à faire part de leur réaction au Secrétariat des Nations Unies.

57. J'ai indiqué dans le même rapport que je comptais tenir des consultations avec toutes les parties intéressées, ainsi qu'avec les membres du Conseil de sécurité, au sujet des étapes suivantes. J'avais également indiqué que je comptais en parler directement avec le Gouvernement syrien à la suite de la communication que m'a fait parvenir le Ministre espagnol des affaires étrangères Moratinos le 9 août 2007. J'ai tenu ces consultations mais ne peux faire état d'aucun progrès. Tandis que le Gouvernement libanais s'en tient strictement à son « plan en sept points » d'août 2006, le Gouvernement israélien affirme que la question des fermes de Chebaa doit être réglée entre le Liban et la Syrie. La Syrie continue de maintenir qu'elle ne délimitera la frontière avec le Liban dans ce secteur qu'à la suite d'un retrait israélien. Je poursuivrai mes efforts diplomatiques à cet égard, dans le cadre du plan en sept points du Premier Ministre libanais Siniora et informerai le Conseil en cas de progrès. Je répète cependant que les progrès ne peuvent être séparés des principes et éléments nécessaires au cessez-le-feu permanent et à la solution à long terme visés dans la résolution 1701 (2006).

III. Sécurité de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

58. Au cours de la période à l'examen, la FINUL a été de nouveau visée par un attentat et sa sécurité a été plusieurs fois menacée. Le 8 janvier 2008, un engin explosif artisanal a été actionné à distance au passage d'un de ses véhicules sur la principale route côtière reliant Beyrouth au sud du Liban, aux abords de la ville de Sidon. L'explosion a fait deux blessés légers parmi des Casques bleus irlandais et endommagé le véhicule de l'ONU à bord duquel ils se déplaçaient. Les autorités libanaises et la FINUL ont immédiatement ouvert une enquête sur l'incident. Cet attentat était le troisième à être mené contre la FINUL depuis l'adoption de la résolution 1701 (2006), outre les attaques manquées contre la mission, dont j'ai déjà fait état (voir S/2007/392 et S/2007/641). Il a été commis à l'extérieur de la zone d'opérations, le long de la principale voie d'approvisionnement reliant la FINUL à la capitale du Liban.

59. Les autorités libanaises et espagnoles continuent d'enquêter sur l'attentat du 24 juin 2007 contre la FINUL, qui a fait six morts parmi les Casques bleus du contingent espagnol. Personne n'a revendiqué la responsabilité de cet attentat, dont les auteurs restent inconnus à ce jour. Les autorités nationales libanaises poursuivent également leur enquête sur l'attentat du 16 juillet 2007 contre un véhicule de la police militaire de la FINUL qui appartenait au contingent tanzanien, et elles ont prévenu la Force de l'arrestation de l'un des auteurs présumés.

60. Dans le contexte des attentats terroristes contre la FINUL et à la lumière des menaces persistantes proférées par certaines organisations militantes, y compris Al-Qaida, la sécurité du personnel de la FINUL demeure particulièrement préoccupante. Malgré l'obligation de toutes les parties de respecter sa sécurité et la responsabilité qui incombe au Gouvernement libanais de faire régner l'ordre public, la FINUL continue de s'efforcer d'atténuer les risques pour son personnel, ses biens et ses installations, grâce à des projets d'amélioration de l'infrastructure, d'analyse de l'information et d'acquisition de contre-mesures électroniques destinées à brouiller les engins explosifs, ainsi que de drones miniatures. Ces derniers doivent être utilisés à la discrétion du commandant de la Force en tant qu'élément supplémentaire de réduction des risques, aux fins de renforcer la protection de la Force et la sécurité du personnel civil.

61. Le corps d'enquêteurs de la FINUL a vu ses effectifs renforcés grâce au déploiement d'experts légistes. Il est prévu de le doter d'une composante de police militaire internationale qui renforcera les capacités d'investigation de la mission, notamment sur le plan médico-légal. On a demandé aux pays qui fournissent des contingents de renforcer les capacités de renseignement de la FINUL en créant une Cellule d'analyse conjointe de la Mission et en déployant des unités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.

IV. Déploiement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

62. La FINUL conserve une capacité opérationnelle importante. Au 25 février 2008, elle comptait 12 707 soldats. Les contingents finlandais, irlandais et qatarien ont achevé leur mission au cours de la période à l'examen, mais l'Irlande et le Qatar

ont encore des officiers d'état-major au siège de la FINUL. Le Département des opérations de maintien de la paix négocie le déploiement de troupes de relève avec les pays fournisseurs de contingents de façon à maintenir la capacité de la FINUL à un niveau suffisant. À l'heure actuelle, les effectifs de la Force, tels que déployés, permettent aux soldats d'accomplir efficacement leurs tâches dans l'ensemble de la zone d'opérations. La FINUL est présentement appuyée par 51 observateurs militaires du Groupe d'observateurs du Liban de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST). Elle compte en outre au total 313 membres du personnel recrutés sur le plan international et 612 membres du personnel recrutés sur le plan local.

63. La force multinationale est dotée actuellement de 5 frégates et de 7 des 10 corvettes/patrouilleurs nécessaires. Il ne faut pas que le nombre de frégates et de patrouilleurs baisse, si l'on veut que la force multinationale puisse s'acquitter de sa mission. On achève une analyse visant à s'assurer que les éléments navals de la mission sont parfaitement adaptés aux tâches à accomplir. À la fin de février 2008, l'Allemagne passera le commandement de la force multinationale à la Force maritime européenne (EUROMARFOR), initiative navale d'Europe méridionale, composée de la France, de l'Italie, du Portugal et de l'Espagne.

64. Un examen détaillé de l'expérience des cellules militaires stratégiques qui avait été demandé par l'Assemblée générale est en voie d'achèvement.

V. Remarques

65. Plus de 18 mois après l'adoption de la résolution 1701 (2006), je constate que le déploiement et les activités de la FINUL comme des Forces armées libanaises ont contribué à la plus longue période de stabilité relative qu'ait connue le sud du Liban depuis de nombreuses années et aidé à créer un nouvel environnement stratégique au sud du Litani. Ces effets se font également sentir dans le nord d'Israël, comme l'ont reconnu les autorités israéliennes. Le nombre d'incidents qui se sont produits au cours de la période à l'examen, attisant les tensions dans la zone d'opérations de la FINUL, est cependant préoccupant. Je trouvais également inquiétantes les menaces de guerre ouverte contre Israël proférées par le Secrétaire général du Hezbollah les 14 et 22 février 2008, à la suite de l'enterrement d'Imad Mughniyeh, assassiné le 13 février à Damas. Ces déclarations tonitruantes sont contraires à l'esprit et aux intentions de la résolution 1701 (2006) dont l'objet est de parvenir à un cessez-le-feu permanent. Je demande à toutes les parties de faire preuve de la plus grande modération et de continuer à honorer les engagements qu'elles ont pris concernant l'application de la résolution 1701 (2006).

66. La crise politique qui se prolonge au Liban et a eu pour effet de paralyser les activités d'institutions essentielles de l'État a également des répercussions sur l'application de la résolution 1701 (2006). Il est indispensable de revitaliser ces institutions et de relancer le dialogue national qui les sous-tend pour progresser encore et de manière soutenue dans l'application des dispositions de la résolution. Lors de mon voyage au Liban les 15 et 16 novembre 2007, j'ai encouragé toutes les parties à n'épargner aucun effort pour trouver une solution à la crise car il y va de l'avenir de leur pays. Le 17 décembre, j'ai présidé à Paris une réunion ministérielle à laquelle ont participé l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, l'Arabie saoudite, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, le Portugal

(qui assure la Présidence de l'Union européenne), la Commission européenne et le Haut Représentant de l'Union européenne, Javier Solana. Cette réunion a publié une ferme déclaration de soutien au Liban et à son peuple. Mes représentants sur le terrain, en particulier mon Coordonnateur spécial pour le Liban, se sont efforcés de rapprocher les points de vue. En outre, l'ONU continue d'appuyer les initiatives régionales et internationales visant à trouver à la crise une solution pacifique.

67. Je suis reconnaissant aux 28 pays qui fournissent des contingents et dont la participation à la FINUL a permis à cette dernière de s'acquitter de son mandat au cours de la période considérée. Je souligne une fois de plus qu'il est indispensable de continuer d'appuyer la Force, notamment en s'engageant à lui fournir les contingents et le matériel dont elle a besoin pour mener efficacement les activités terrestres et navales prescrites. Je tiens à féliciter vivement le commandant de la FINUL et le personnel de maintien de la paix militaire et civil qui continuent de jouer un rôle crucial en aidant à promouvoir la paix et la stabilité dans le sud du Liban. Parallèlement, je suis profondément inquiet pour la sécurité et la sûreté du personnel des Nations Unies et je demande instamment à toutes les parties de se conformer à l'obligation qui leur incombe en la matière.

68. Les incidents qui se sont produits au cours de la période à l'examen ont attisé les tensions et compromis les efforts consentis par la mission pour instaurer la confiance entre les parties et dans la population du Sud-Liban. Je rappelle aux parties qu'elles sont tenues de respecter pleinement la cessation des hostilités et de prévenir toute violation de la résolution 1701 (2006).

69. Je m'inquiète de constater que les violations aériennes israéliennes se poursuivent sans relâche, souvent au mépris le plus complet des tensions et de la colère qu'elles suscitent au sol. Ces violations répétées de la résolution 1701 (2006) nuisent à la crédibilité des Forces armées libanaises et de la FINUL aux yeux de la population locale et, de ce fait, compromettent la capacité de cette dernière de s'acquitter de son mandat.

70. La poursuite de l'occupation de la partie nord du village de Ghajar par les Forces de défense israéliennes constitue une violation continue de la souveraineté du Liban, de la résolution 1701 (2006) et de la Ligne bleue. Je demande aux Gouvernements libanais et israélien de s'efforcer, avec le commandant de la FINUL, de parvenir à un accord qui garantirait le retrait des Forces de défense israéliennes au sud de la Ligne bleue, compte dûment tenu des préoccupations humanitaires légitimes de la population.

71. Je reste préoccupé par les indications qui me parviennent et par les déclarations publiques du Hezbollah, selon lesquelles l'embargo sur les armes n'est pas respecté, ce qui constitue une violation grave de la résolution 1701 (2006). Tous les États Membres qui font partie de la région, en particulier la République arabe syrienne et la République islamique d'Iran, portent une grande responsabilité à cet égard. De tels manquements risquent de déstabiliser encore le Liban et l'ensemble de la région.

72. Une bonne police des frontières est un élément indispensable de la sécurité et de la stabilité du Liban. Parvenir à mettre en place un tel arrangement sera une entreprise à long terme que les autorités libanaises doivent continuer de piloter avec l'appui et l'assistance experte constants de la communauté internationale. Au cours de la prochaine période, en vue d'examiner dans le détail l'application des recommandations de l'Équipe indépendante d'évaluation de la frontière libanaise,

j'ai l'intention d'envoyer au Liban une équipe qui analysera la situation. Je trouve encourageantes les preuves que donne le Gouvernement libanais de sa détermination à améliorer ses capacités dans ce domaine, en particulier de son attachement à la réussite du projet expérimental mené le long de la frontière septentrionale du Liban avec la République arabe syrienne. Il est manifeste toutefois que subsistent de grandes difficultés. La République arabe syrienne partage la responsabilité du contrôle de ses frontières avec le Liban et de l'application du paragraphe 15 de la résolution 1701 (2006).

73. Je demande instamment aux Gouvernements syrien et libanais de prendre sans tarder des mesures concrètes en vue de délimiter leur frontière commune conformément aux résolutions 1701 (2006) et 1680 (2006). Je poursuivrai mes activités diplomatiques concernant la question de la zone des fermes de Chebaa.

74. En réponse aux demandes répétées du personnel de l'ONU, tant au Siège que sur le terrain, visant à obtenir des données techniques sur les frappes utilisant des munitions en grappes, les Forces de défense israéliennes ont communiqué quelques renseignements le 5 février 2008. Mais, à première vue, les informations fournies sont quasiment sans valeur. Je lance à nouveau un appel pressant au Gouvernement israélien pour qu'il fournisse des données détaillées sur le type, la quantité et les coordonnées précises des sous-munitions utilisées lors du conflit de 2006. Ces informations d'une importance cruciale accéléreraient considérablement les opérations de déminage dans le Sud-Liban et diminueraient le nombre d'incidents dont sont victimes aussi bien les civils que les spécialistes du déminage.

75. Je renouvelle la demande ferme de la communauté internationale exhortant les parties à redoubler d'efforts, en coordination avec le facilitateur, en vue de trouver d'urgence une solution à la question des soldats israéliens enlevés et des prisonniers libanais et de respecter les aspects humanitaires de la résolution 1701 (2006).

76. S'agissant du paragraphe 6 de la résolution 1701 (2006), je remercie les États Membres qui ont déjà fourni une aide à la reconstruction et au développement du Liban et je demande instamment à la communauté internationale de continuer à répondre favorablement aux appels lancés par le Gouvernement libanais à cet égard. En outre, en tant que pierre angulaire de l'application de la résolution 1701 (2006) et instrument essentiel de la paix et de la stabilité au Liban, les Forces armées libanaises nécessitent et méritent l'appui continu et renforcé de la communauté internationale, en ce qui concerne à la fois le matériel et l'entraînement.

77. Je reste profondément convaincu que nous ne devons ménager aucun effort pour établir une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient sur la base de l'application des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Cet objectif et celui de la pleine intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban demeurent interdépendants.

78. En conclusion, je tiens à remercier le Coordonnateur spécial pour le Liban, Geir Pedersen (Norvège), dont le tour de service dans le pays vient à sa fin, du dynamisme et du dévouement avec lesquels il s'est acquitté de la tâche importante des Nations Unies au Liban. Je lui souhaite plein succès dans ses entreprises futures, quelles qu'elles soient.

Annexe

Composantes militaires de la FINUL au 20 février 2008^a

<i>Pays</i>	<i>Composante militaire déployée à la FINUL</i>		Total
	<i>Officiers d'état-major</i>	<i>Troupes</i>	
Allemagne	7	534	541
Belgique	5	359	364
Chine	8	335	343
Chypre	2	0	2
Corée	3	359	362
Croatie	1	0	1
Espagne	15	1 119	1 134
Ex-République yougoslave de Macédoine	1	0	1
France	22	1 434	1 456
Ghana	19	849	868
Grèce	3	280	283
Guatemala	1	0	1
Hongrie	4	0	4
Inde	13	869	882
Indonésie	7	850	857
Irlande	7	0	7
Italie	33	2 561	2 594
Luxembourg	0	2	2
Malaisie	7	360	367
Népal	9	850	859
Pays-Bas	1	145	146
Pologne	8	481	489
Portugal	5	141	146
République-Unie de Tanzanie	2	75	77
Slovénie	0	14	14
Turquie	3	904	907
Total	186	12 521	12 707

^a La FINUL est également appuyée à l'heure actuelle par 51 observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (Groupe d'observateurs du Liban). Au Département des opérations de maintien de la paix au Siège, la Cellule militaire stratégique se compose présentement de 28 officiers d'état-major.